



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 février 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université?, 2003 2

L'écart dans la fréquentation de l'université entre les jeunes des familles à revenu élevé et ceux issus de familles à faible revenu est étroitement lié aux différences dans les résultats scolaires des jeunes à l'âge de 15 ans et l'influence parentale et dans une moindre mesure aux contraintes financières, selon une nouvelle étude.

Indice des prix des logements neufs, décembre 2006 5

Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques, 2005 6

Industries du transport et distribution de gaz naturel, 2005 6

Production d'oeufs et de volaille, décembre 2006 7

Nouveaux produits

8



Communiqués

Étude : Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université?

2003

L'écart dans la fréquentation de l'université entre les jeunes des familles à revenu élevé et ceux issus de familles à faible revenu est étroitement lié aux différences dans les résultats scolaires des jeunes à l'âge de 15 ans et l'influence parentale et dans une moindre mesure aux contraintes financières, selon une nouvelle étude.

En 2003, moins d'un tiers (31 %) des jeunes de 19 ans issus de familles appartenant au quartile inférieur de la répartition du revenu fréquentaient l'université, comparativement à la moitié (50 %) des jeunes du même âge provenant de familles au sommet de la répartition du revenu.

Selon les constatations de l'étude, il est peu probable que des contraintes financières soient un obstacle direct à la fréquentation de l'université.

On constate plutôt que l'écart s'explique presque entièrement par les différences du point de vue des résultats scolaires et de l'influence parentale. En fait, environ 84 % de l'écart est lié aux caractéristiques différentes des jeunes provenant de divers milieux économiques, notamment les résultats scolaires, le niveau d'études des parents, les attentes parentales et l'école secondaire fréquentée.

Par contre, 12 % seulement de l'écart dans la fréquentation universitaire est lié à l'incidence plus élevée des «contraintes financières» chez les jeunes à plus faible revenu.

La faiblesse des résultats scolaires des jeunes à plus faible revenu représentait un peu plus d'un tiers (34 %) de l'écart. Plus précisément, les jeunes de milieux plus défavorisés avaient de moins bons résultats au test de rendement normalisés de lecture et de moins bonnes notes en général à l'âge de 15 ans.

Un autre 30 % de l'écart s'explique par le niveau peu élevé d'études des parents des jeunes de familles à plus faible revenu. Environ 12 % de ces jeunes doivent répondre à des attentes moins élevées en matière d'éducation de la part de leurs parents. Les autres caractéristiques des élèves jouaient un rôle plus modéré et ne représentaient globalement que 8 % de l'écart.

Note aux lecteurs

Cette publication est basée sur le document de recherche intitulé «Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières», que l'on peut se procurer aujourd'hui.

L'étude s'appuie sur les données de l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET), cohorte A, qui a permis de suivre le cheminement des jeunes à partir de l'âge de 15 ans en 1999 jusqu'à l'âge de 19 ans en 2003. Les renseignements recueillis lorsqu'ils avaient 15 ans comprennent les résultats scolaires en général, le niveau d'études des parents et les attentes parentales. Les renseignements sur leur fréquentation de l'université ont été recueillis à l'âge de 19 ans.

On a également administré aux élèves des tests normalisés de lecture, de mathématiques et de sciences à l'âge de 15 ans.

Ces tests ont été menés dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), une initiative conjointe de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Canada et 40 autres pays ont participé au PISA en 2003.

Pour cette étude, on a classé les élèves comme ayant des «contraintes financières» dans les cas où ils ne fréquentaient pas l'université (même si c'était leur désir) et déclaraient que leur situation financière les en empêchait.

Selon les résultats, l'écart en fonction du revenu dans la fréquentation de l'université résulte largement de facteurs présents bien avant que la plupart des jeunes n'envisagent d'y entrer.

Les jeunes des familles à revenu plus élevé et à plus faible revenu présentent des caractéristiques très différentes

Selon l'étude, les jeunes de milieux économiques différents présentaient des caractéristiques très différentes.

Par exemple, seuls 18 % des jeunes issus de familles appartenant au quartile inférieur de la répartition du revenu ont obtenu des notes dans les 25 % les plus élevées lors du test normalisé de lecture, ce qui est par contre le cas de 33 % des jeunes de familles du quartile supérieur de revenu.

Les jeunes à plus faible revenu réussissaient également moins bien à l'école, puisque 36 % seulement d'entre eux ont eu des notes globales de 80 % ou plus. Par contre, pratiquement la moitié (49 %) des jeunes à revenu élevé faisaient partie de cette catégorie d'après leurs notes globales.

Les jeunes de différents milieux économiques présentaient aussi des caractéristiques très différentes

quant à l'influence parentale. Par exemple, seuls 16 % des jeunes à plus faible revenu avaient un parent qui possédait un diplôme universitaire. Dans le groupe des jeunes à revenu plus élevé, c'était le cas d'un peu plus de la moitié (51 %).

L'étude a également permis de constater que l'on attendait moins des jeunes appartenant à des familles à plus faible revenu. Bien que dans 62 % des cas les parents espéraient les voir obtenir un diplôme universitaire, on reste bien loin des 79 % constatés chez les jeunes à revenu plus élevé dans la même situation.

Les jeunes à plus faible revenu fréquentaient également des écoles dont les élèves avaient moins de chances de poursuivre des études universitaires.

Tous ces facteurs (les résultats au test normalisé de lecture, les résultats scolaires en général, le niveau d'études des parents, les attentes parentales et l'école secondaire fréquentée) ont un lien étroit avec la fréquentation de l'université.

Globalement, ce sont les différences liées à ces facteurs qui expliquent pour la plus grande partie l'écart en ce qui a trait à la fréquentation de l'université entre les élèves d'un milieu économique à l'autre.

Selon l'étude, les jeunes appartenant à des familles à plus faible revenu avaient moins d'estime de soi et de contrôle sur leur vie, étaient plus susceptibles de vivre avec un seul de leurs parents, attachaient moins d'importance à la scolarité pour bâtir leur carrière éventuelle et avaient moins d'amis dont l'objectif était de poursuivre leurs études après le secondaire.

Cependant, ces facteurs n'ont aucun lien avec la fréquentation de l'université une fois pris en compte les résultats scolaires, le niveau d'études des parents et les attentes parentales.

Le revenu familial peut dresser toutes sortes d'obstacles à la poursuite d'études universitaires

Un revenu familial moins élevé peut dresser toutes sortes d'obstacles à la poursuite d'études universitaires.

Premièrement, les différences dans les résultats scolaires à l'âge de 15 ans d'un niveau de la répartition du revenu à l'autre peuvent elles-mêmes tenir à des différences dans le revenu familial. Les familles ayant plus de ressources financières dépensent en général plus pour acheter des livres à leurs enfants, amènent leurs enfants au musée, dépensent davantage en frais de garde durant la petite enfance, s'installent dans des quartiers dotés de meilleures écoles et créent un environnement familial plus orienté vers l'école dès le jeune âge de leurs enfants.

Ces mesures peuvent se traduire par de meilleurs résultats aux tests normalisés et scolaires de jeunes à l'âge de 15 ans (le moment où a débuté cette étude) et donc par une plus forte probabilité de poursuivre des études universitaires plus tard.

Deuxièmement, même si les élèves veulent fréquenter l'université et ont les notes pour le faire, ils peuvent avoir un autre obstacle à surmonter, lié à la situation financière de leur famille, à savoir des contraintes financières.

Toutefois, la preuve présentée dans la présente étude permet de mettre en doute l'existence généralisée de contraintes financières au Canada.

En fait, seuls 9,5 % de l'ensemble des jeunes déclarent que l'argent a été un facteur dans leur décision de ne pas fréquenter l'université.

Bien que davantage de jeunes à plus faible revenu (13,4 %) que de jeunes à revenu plus élevé (5,9 %) déclarent que l'argent a joué un rôle, cette différence n'explique qu'une faible partie de l'écart général dans la fréquentation de l'université, une fois pris en compte les résultats scolaires et l'influence parentale.

Des recherches semblables aux États-Unis n'ont indiqué, elles aussi, que peu de preuves que les contraintes financières soient le principal obstacle.

Bien qu'il soit difficile d'établir l'existence de contraintes financières, il faut faire deux importantes mises en garde. Tout d'abord, même si ces contraintes ne constituent pas un obstacle important pour la population des jeunes en général, elles ont parfois de l'importance pour certains groupes d'élèves en certaines circonstances.

Par exemple, selon des recherches antérieures, le fait de grandir dans une localité qui n'est pas à distance de navettage d'une université constitue un obstacle à la fréquentation de celle-ci, et cet effet est plus important chez les jeunes qui appartiennent à une famille à faible revenu. Cela s'explique probablement par le coût associé au fait de vivre loin du domicile parental (en moyenne, plus de 5 000 \$ par année universitaire).

De plus, même si les contraintes financières semblent être peu importantes dans la présente étude, il importe de souligner que cela dépendrait quand même du système d'aide financière existant pour les études postsecondaires.

Les constatations de l'étude nous donnent à penser que pour mieux comprendre les raisons pour lesquelles certains jeunes fréquentent l'université tandis que d'autres ne le font pas, les recherches futures devront tenir compte de facteurs existant avant que les jeunes atteignent l'âge de 15 ans (le moment du début de la présente étude).

L'étude intitulée «Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières», qui fait partie de *Direction des études analytiques : documents de recherche* (11F0019MIF2007295, gratuite), est maintenant offerte à partir du module *Publications* de notre site Web.

On peut trouver d'autres études connexes de la Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail à la page *Mise à jour des études analytiques* (11-015-XIF, gratuite) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec Marc Frenette au 613-951-4228, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Indice des prix des logements neufs

Décembre 2006

En décembre, l'Indice des prix des logements neufs est demeuré à 147,5 (1997=100). Il s'agit de la première fois depuis juin 2000 que les prix n'augmentaient pas à l'échelle nationale. Comparativement à l'an dernier, le prix de vente des entrepreneurs a crû de 10,7 %.

Il y a eu des hausses de prix dans 9 des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête. Saskatoon a affiché la plus importante augmentation mensuelle, soit de 3,0 %, suivie de Regina (+1,9 %) et de London (+0,7 %). Le prix des matériaux de construction, et en particulier ceux de l'électricité, du placoplâtre, des produits de couverture et des fenêtres ainsi que les coûts de main-d'oeuvre ont été les facteurs qui ont contribué à la hausse. À Saskatoon, l'accroissement du prix des terrains en raison des charges municipales a aussi été mentionné.

On a aussi observé des progressions à Winnipeg, à Hamilton, à Kitchener, à Edmonton, à St. John's et à Toronto et Oshawa. Le prix des terrains a grimpé dans quatre des neuf régions métropolitaines ayant enregistré une hausse.

Par ailleurs, six régions métropolitaines n'ont pas affiché de variation mensuelle. Calgary (-0,5 %) et Victoria (-0,4 %) figurent parmi les régions qui ont accusé une baisse, surtout en

raison d'un marché en ralentissement. Dans le Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay, à Windsor, à St. Catharines–Niagara et à Saint John, Fredericton et Moncton, les prix étaient aussi en baisse par rapport à novembre.

Malgré un repli mensuel, Calgary (+42,4 %) a affiché la plus forte augmentation sur 12 mois, encore une fois suivie de près d'Edmonton (+41,5 %). Saskatoon (+16,1 %), Regina (+12,3 %), Vancouver (+8,2 %) et Winnipeg (+7,9 %) ont aussi enregistré des progressions notables d'une année à l'autre.

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du quatrième trimestre 2006 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, gratuite) paraîtra en avril.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 (prices-prix@statcan.ca), télécopieur : 613-951-1539 ou avec Randy Sterns au 613-951-8183 (randy.sterns@statcan.ca), Division des prix.

Indice des prix des logements neufs

	Décembre 2006	Décembre 2005 à décembre 2006	Novembre à décembre 2006
	(1997=100)	variation en %	
Canada	147,5	10,7	0,0
Maisons seulement	157,1	10,8	-0,1
Terrains seulement	128,8	10,7	0,5
St. John's	132,3	4,3	0,1
Halifax	131,4	1,3	0,0
Charlottetown	118,0	2,5	0,0
Saint John, Fredericton et Moncton	113,5	2,9	-0,1
Québec	142,7	3,0	0,0
Montréal	150,3	4,5	0,0
Ottawa–Gatineau	161,3	3,3	0,0
Toronto et Oshawa	138,9	3,4	0,1
Hamilton	145,3	5,9	0,2
St. Catharines–Niagara	147,0	4,3	-0,1
Kitchener	138,1	3,3	0,4
London	135,3	5,2	0,7
Windsor	104,2	-1,2	-0,2
Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay	102,7	2,0	-0,2
Winnipeg	149,1	7,9	0,5
Regina	162,4	12,3	1,9
Saskatoon	148,9	16,1	3,0
Calgary	237,1	42,4	-0,5
Edmonton	205,1	41,5	0,2
Vancouver	116,1	8,2	0,0
Victoria	117,1	0,1	-0,4

Note : Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques 2005

Le total des revenus d'exploitation de trois des principales industries canadiennes des services des technologies de l'information et des communications (TIC) du Canada s'est élevé à 30,7 milliards de dollars en 2005, en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. L'industrie de la conception de systèmes informatiques et des services connexes demeure la plus importante des trois industries des services des TIC visées par l'enquête. Ses revenus d'exploitation ont totalisé 21,6 milliards de dollars, alors que ceux de l'industrie des éditeurs de logiciels et de l'industrie des services de traitement des données, d'hébergement et des services connexes ont respectivement atteint 6,4 milliards de dollars et 2,8 milliards de dollars.

Les revenus d'exploitation ont progressé pour chacune des trois industries comparativement à 2004. Ayant enregistré une croissance annuelle de 5 %, l'industrie des services de traitement de données, d'hébergement et des services connexes a connu la croissance la plus importante, suivie de près de l'industrie de la conception de systèmes informatiques et des services connexes, laquelle a affiché une hausse de 4 %. Les revenus d'exploitation de l'industrie des éditeurs de logiciels n'ont augmenté que de 1 %.

Les revenus des services de personnalisation de progiciels et d'autres services de conception ont représenté 16 % de l'ensemble des revenus gagnés, en hausse par rapport aux 13 % enregistrés l'année précédente.

Les bénéfices d'exploitation pour l'ensemble des industries se sont élevés à 1,9 milliard de dollars en 2005, les entreprises ayant affiché ainsi une marge bénéficiaire de 6 %. Les bénéfices d'exploitation de l'industrie de la conception des systèmes informatiques se sont fortement accrus, mais ceux des industries des éditeurs de logiciels et des services de traitement des données ont connu une baisse.

La masse salariale de ce groupe a augmenté de 4 % entre 2004 et 2005. Les services de traitement de données, en particulier, ont connu l'augmentation relative la plus élevée, en hausse de 18 % par rapport à l'année précédente. En comparaison, la masse salariale de l'industrie des éditeurs de logiciels et celle des services de conception de systèmes informatiques se sont respectivement accrues de 7 % et de 1 %. En dépit de la croissance de la masse salariale, le nombre d'employés estimatif s'est replié pour se fixer à 185 500 en 2005, en baisse de 2 %.

La croissance des ventes a été alimentée par trois catégories de clients, soit les exportations, le secteur financier canadien et les institutions publiques comme les écoles et les hôpitaux.

Malgré des hausses de la valeur du dollar canadien en 2005 par rapport au dollar américain, les exportations des trois industries ont progressé de 9 % pour totaliser 5,4 milliards de dollars. Les États-Unis demeurent le marché étranger le plus important, constituant 75 % de l'ensemble des exportations. Les exportations vers l'Europe, le deuxième plus grand marché, ont représenté 16 % du total des exportations.

Pour l'ensemble des trois industries, les plus importantes croissances d'une année à l'autre des revenus ont été enregistrées en Nouvelle-Écosse (+13 %), en Colombie-Britannique (+11 %), en Alberta (+10 %) et au Nouveau-Brunswick (+10 %). L'Ontario a accaparé légèrement plus de la moitié des revenus de l'ensemble de ces industries, et le Québec, le cinquième. Ces deux provinces ont vu leurs revenus d'exploitation s'accroître de 2 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 354-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2410.

Il est maintenant possible de consulter les données de l'Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques pour 2005.

Des tableaux détaillés à l'échelon provincial pour une gamme de caractéristiques du secteur sont inclus dans le document lié aux données diffusées, lequel est offert sur demande. Pour en obtenir une copie, communiquez avec Denyse Brazeau au 613-951-5634 (denyse.brazeau@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jamie Carson au 613-951-3407 (jamie.carson@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Industries du transport et distribution de gaz naturel 2005

Il est maintenant possible de consulter les données financières et opérationnelles des industries du transport et distribution de gaz naturel pour 2005.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2180.**

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Production d'oeufs et de volaille

Décembre 2006 (données provisoires)

La production d'oeufs était estimée à 50,4 millions de douzaines en décembre, en baisse de 1,0 % par rapport à décembre 2005.

La production de viande de volaille a atteint 89,8 millions de kilogrammes en décembre, en baisse de 2,6 % par rapport à décembre 2005.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes
connexes, 3425 et 5039.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques : documents de recherche : «Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières», n° 295
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2007295
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-0210-150-000000013



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Heure de référence à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'économie et de des emplois, le horizon de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avéré encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de l'année précédente, septembre-hors-année le 31 mai 1997 11
- Production d'oséum, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.